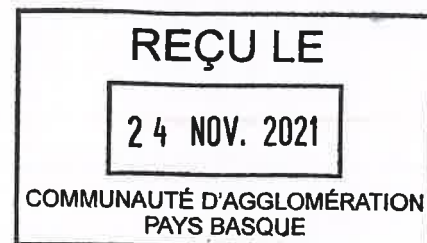


mme Lepine Juliette Baran // Haute des Baran

Ana Arruabarrena Irigoien, avec DNI 72463972 B, demeurant à Donostia-San Sebastián, 20011, rue Salaberria, 15 – 4^e-C, Espagne, comme gérante de la société mercantile SARL GAINEKO LANDA,



EXPOSE:

- Que la société GAINEKO LANDA, SARL, est le propriétaire d'un terrain situé à Biriato de 5.000 m², SECTION AE 158.
- Que ce terrain est situé dans le chemin Martingoity. Une documentation est ajoutée.
- Que ce terrain fut acheté l'année 2005 à M. Canesson, pour y construire une fois que le Nouveau PLU était approuvé.
- Que le 05-11-2012 a été approuvé le PLU et le comisaire a dit " unité foncière 5.000 m². Possibilité de construction article n° 9 de PLU: 5.000 * 0,25 = 1,250 m². " (anexo).
- Que dans ce PLU ce terrain était qualifié comme urbain et constructible, où nous pourrions bâtir 2 maisons por 522 m² en tout.
- Que le premier CU fut obtenu le 16 janvier 2013 (anexo).
- Que en Janvier 2015 le Tribunal de PAU annula la PLU.
- Que les terrains avec CU et pour lesquels avait été déposé un projet de demande de permis de construire n'ont pas perdu sa qualification de constructible. Les terrains sans demande de permis de construire ont été exclus. C'est la cas de notre terrain.

CONSIDÉRATIONS À PRENDRE EN COMPTE.

- Le 13 Janvier 2013, un CERTIFICAT D'URBANISME POSITIF EST DÉLIVRÉ.
- Le terrain est situé à environ 300 mètres du Bourg, mais aligné tout le long de la partie droite de chemins d'Aruntz et Matingoity pour 6 maisons. Seulement notre terrain coupe la continuité et l'uniformité. Un plan de l'internet montre cela.
- Le terrain Gaineke Landa est desservi par tous les services.
- Les eaux usées passent par le terrain, même une servitude de passage de canalisation fut autorisée aux voisins.
- L'eau potable, électricité et téléphone arrivent au terrain.
- Les eaux pluviales avec bassin de rétention couleraient vers l'espace boisé.
- Le terrain actuel n'a aucune valeur naturelle, et il est plein de mauvaises herbes et broussailles.
- L'accès au terrain ne comporte aucun risque par la circulation.
- Les constructions envisagées s'adaptent aux indications de l'autorité d'urbanisme correspondante.

C'est pour cette raison, comme demandé, que ce terrain est constructible

A. Arruabarrena

DEMANDE:

OBJET: CARTE COMMUNALE DE BIRIATOU,

SECTION: AE 158



M. ETCHEGARAY, JEAN – RENÉ

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE

15-Avenue Foch

CS 88507

64.185—BAYONNE- CEDEX.

ANEXO I.

PLAN NOMBRE 2011.

COMISARE A DIT:

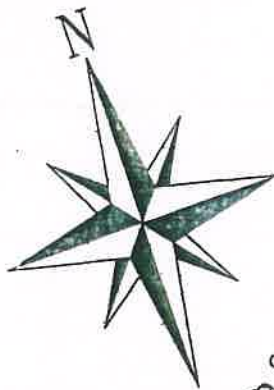
$$5.000 \times 0'25 = 1250m^2$$

- Certificados Urbanos Operativos

ORDRE DES GEOMETRES-EXPERTS
n° d'inscription 89011

SCP G. ROSSI-URBIETA et Ch. JACQUES
Geometres-Experts DPLG associés
6, avenue du Colonel de Coulombe
64500 SAINT-JEAN-DE-LUZ

Tél : 05.59.51.15.20 - Fax : 05.59.51.13.57



CENTRE-VILLE

ON PEUT CONSTRUIRE
3 ETAGES DE 500m²

A voir
Unité foncière 5000
Possibilité construire
Art. 19 du PLU
5000 x 0,25 = 1250m²

A-DIT-LE
COMPTAIRE
du

3.600 m²

488 m²

rural

Lot B

Lot A

35 m²

122 m²

800 m²

NO CONSTRUCTIBLE

Se puede solicitar
AL COMISARIO

Château

Propriété RIVERA

Propriété ARRIETA

Propriété

borne existante

borne existante

borne nouvelle

borne nouvelle

clôture

clôture

clôture

clôture

clôture

clôture

clôture

clôture

clôture

clôture

ANEXO: II.-

- CERTIFICAT D'URBANISME

16.-JANUARI - 2013

date de dépôt : 16 janvier 2013

demandeur : Monsieur ARRUABARENA chez
ELGORRIAGA-MONEDERO

pour : détachement de 2 lots à bâtir

adresse terrain : Chemin rural du Chateau, à
Biriato (64700)

CERTIFICAT d'URBANISME
délivré au nom de la commune
Opération réalisable

ORIGINAL
BIRIATO

Le maire de Biriato,
Le Maire

Vu la demande présentée le 16 janvier 2013 par Monsieur ARRUABARENA chez ELGORRIAGA-MONEDERO demeurant 24 Rue Salagoity, Saint-Jean-de-Luz (64500), en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

- indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

- cadastré AE-158
- situé Chemin rural du Chateau
64700 Biriato

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant en détachement de 2 lots à bâtir ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 05/11/2012 ;

Considérant qu'en application de l'article R.410-12 du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme applicables sont celles en vigueur au 16/03/2013 ;

CERTIFIE

Article 1

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété qui étaient applicables au terrain le 16/03/2013, date du certificat d'urbanisme tacite dont bénéficie le demandeur, sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du certificat d'urbanisme tacite dont bénéficie le demandeur, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.
Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée.

Article 2

Le terrain est situé dans une commune dotée d'un plan local d'urbanisme susvisé .
Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. L.111-1-4, art. R111-2, R.111-4, R.111-15 et R.111-21.

Zone(s) et coefficient(s) d'occupation des sols :

- zone Nh : zone naturelle d'habitat épars

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- Zone sismique : en application du décret n° 2010-1255 du 22/10/2010, la commune est classée en zone sismique 3 (aléa modéré). La future construction sera assujettie aux dispositions de ce décret se rapportant aux mesures para-sismiques,
- A proximité du Fuseau de 1000 m d'études d'élaboration de lignes nouvelles ferroviairesf des Grands Projets du Sud-Ouest Bordeaux-Hendaye (arrêté préfectoral de prise en considération en date du 26/10/10).
- Site inscrit du village de Biriadou (06/10/1944)
- A proximité de l'AS1 - Servitude de protection des captages d'eau potable

Article 3

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

| Équipement | Terrain desservi | Capacité suffisante | Gestionnaire du réseau | Date de desserte |
|----------------|------------------|---------------------|------------------------|------------------|
| Eau potable | Oui | Oui | | |
| Électricité | Oui | Oui | | |
| Assainissement | Oui | Oui | | |
| Voirie | Oui | Oui | | |

Article 4

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

| | |
|------------------------------------|---------------|
| TA Communale | Taux = 2% |
| TA Départementale | Taux = 1,30 % |
| Redevance d'Archéologie Préventive | Taux = 0,40 % |
| Redevance bureau | |

Article 5

Les participations ci dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° c) et L. 332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération :

- Participation pour la non réalisation d'aires de stationnement (articles L. 123-1-2 et L. 332-6-1-2° b) du code de l'urbanisme)

Article 6

Les demandes de permis et les déclarations préalables seront soumises aux avis ou accords des services de l'État en charge : Des sites,

Article 7

Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :

- demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes
- permis d'aménager

Article 8

La durée de validité du certificat d'urbanisme court à compter du 16/03/2013.



Fait, le 29 mars 2013

Le maire,

Michel HIRIART

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

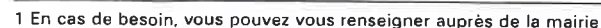
Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

- Cache



5 - Cadre réservé à l'administration - Mairie -

Articles L.111-4 et R.410-13 du code de l'urbanisme

État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voirie : Oui ☐ Non ☐
Eau potable : Oui ☐ Non ☐
Assainissement : Oui ☐ Non ☐
Électricité : Oui ☐ Non ☐



État des équipements publics prévu

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

| Équipements | | Par quel service ou concessionnaire? | Avant le |
|----------------|---|--------------------------------------|----------|
| Voirie | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> | | |
| Eau potable | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> | | |
| Assainissement | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> | | |
| Électricité | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> | | |

Observations :

6 - Engagement du (ou des) demandeurs

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.

À SAINT JEAN DE LUZ

Le : 15 janvier 2013



Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Vu pour être annexé à notre arrêté
N° C-4-64-1-30-13-B0004
en date du

29 MARS 2013



Le Maire,
Michel HIRIART

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐



Note descriptive succincte du projet

Vous pouvez vous aider de cette feuille pour rédiger la note descriptive succincte de votre projet lorsque la demande porte sur un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L. 410-1 b), si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

ARRIVE LE
16 AVRIL 2013
MAIRIE DE BIRIATOU

Description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...)

Le terrain cadastré section AE n°158, objet de la demande, appartient à Société GAINÉKO LANDA. Celle-ci souhaite détacher deux terrains à bâtir de 1044m² en zone Nh afin d'y construire une maison individuelle sur chacun des lots.
Les accès aux lots se feront par le chemin rural du château, pour les lots A et B par servitude de passage réciproque, et pour la partie restante, par servitude de passage grevant les lots A et B.

Si votre projet concerne un ou plusieurs bâtiments

- indiquez la destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière :

- Indiquez la destination des bâtiments à conserver ou à démolir

Vous pouvez compléter cette note par des feuilles supplémentaires, des plans, des croquis, des photos. Dans ce cas, précisez ci-dessous la nature et le nombre des pièces fournies.

Vu pour être annexé à notre arrêté
N° 6413013...D0004...
en date du

29 MARS 2013



Le Maire
Michel HIRIART

PLAN DE SITUATION

D'UNE PARCELLE DE TERRAIN
APPARTENANT A GAINEKO LANDA

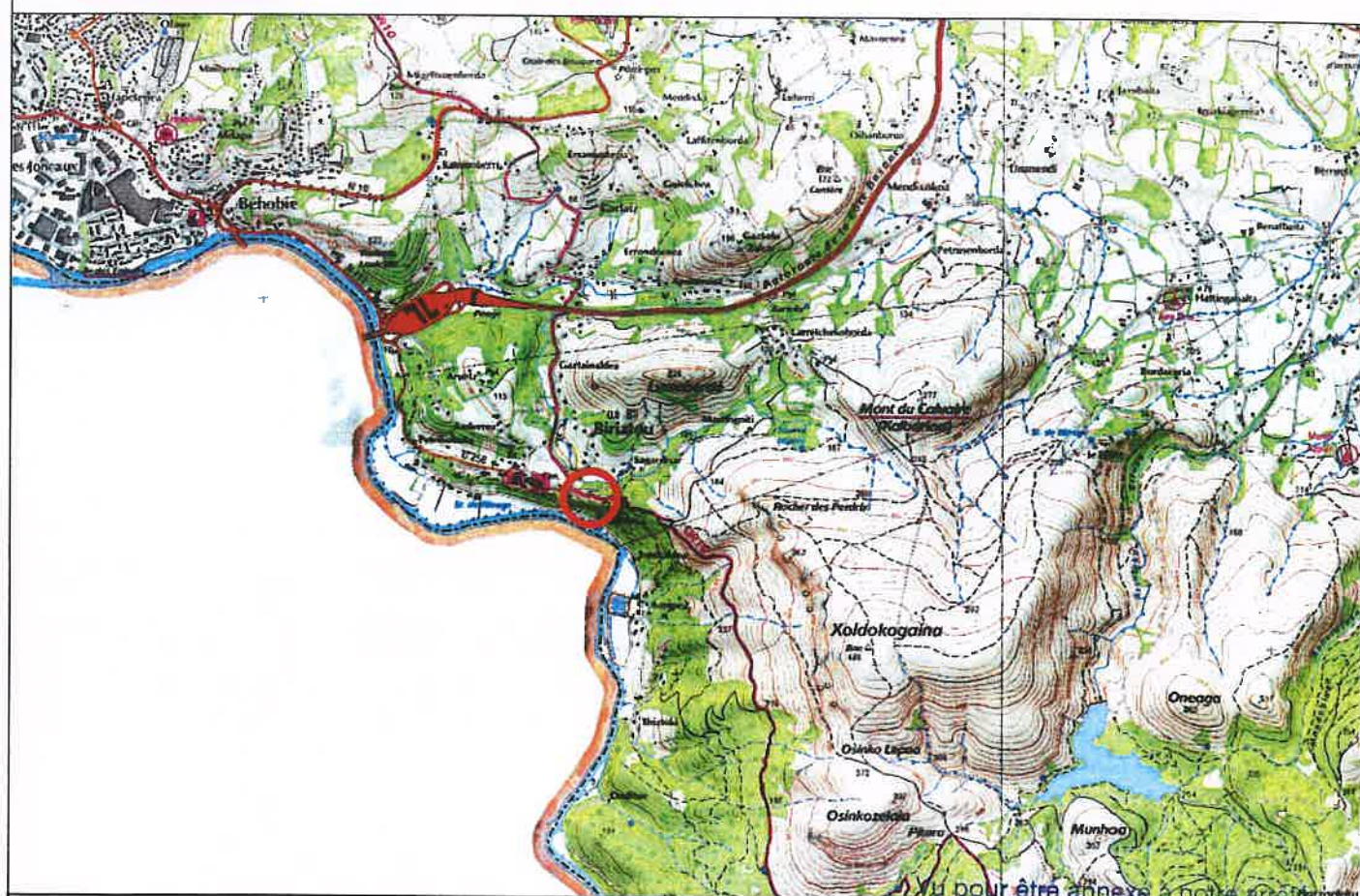
ARRIVE LE

16 JAN. 2013

MAIRIE DE BIRIATOU



Propriété GAINEKO LANDA



N° C.U. 6413013...B0004
en date du

29 MARS 2013

S.A.R.L. ELGORRIAGA - MONEDERO Cabinet de Géomètre-Expert foncier DPLG Maire,
Expert judiciaire près la Cour d'Appel de Pau
24, Rue Salagoïty 64500 Saint Jean de Luz Tél : 05-59-51-85-55 Fax : 05-59-51-85-77
Mail : isabelle.monedero@geometre-expert.fr

Michel MIRIAR

SANS ECHELLE

Dressé le : 14 janvier 2013

Dossier : PO - 5984



Agglo Sud Pays Basque
Hego Lapurdiko Hirigunea

ARRIVE LE
14 FEV. 2013
MAIRIE DE BIRIATOU

Monsieur le Maire
Mairie de Biriato
Service Urbanisme
64700 BIRIATOU

Urrugne, le 11 février 2013

Nos réf : PP 604/13

BORDEREAU D'ENVOI

| Désignation | Nombre |
|--|--------|
| Vous trouverez ci-joint, en retour, les attestations de desserte en Eau Potable et Assainissement de notre exploitant Lyonnaise des Eaux-Suez relatives aux demandes suivantes : | |
| - CU N°06413013B0003-USANDISAGA Carlos-chemin rural dit d'Egur Ttiki 64700 BIRIATOU-référencé section AB N°77 | 1 |
| - CU N°06413013B0004/0005-ARRUABARENA-chemin rural du château 64700 BIRIATOU-référencé section AE N°158 | 1 |
| Vous en souhaitant bonne réception | |
| Cordialement | |
| Pierre PARDON | |

Vu pour être annexé à notre arrêté

N° CU 6413013 B0004
en date du

29 MARS 2013



Le Maire,

Michel HIRIART



MONSIEUR LE PRESIDENT
C.C.S.P.B.
5, 7 RUE PUTILLENEA
64122 URRUGNE

Saint Jean de Luz, le 06 février 2013

Affaire suivie par André LARZABAL

Objet : Certificats d'Urbanisme b64 130 13 B 0004 ; 13 B 0005

ATTESTATION

POSSIBILITES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE et ASSAINISSEMENT

Demande présentée par : C.C.S.P.B.

Propriété de : M. ARRUBARENA chemin rural du château à Briatou

Concernant : Parcelle cadastrée section AE n°158

Avis de LYONNAISE DES EAUX : OUVRAGES A PREVOIR

EAU POTABLE

- ☒ Branchement individuel sur réseau existant
- ☐ Renforcement du réseau existant
- ☐ Extension du réseau existant
- ☐ Branchement individuel sur réseau à créer
- ☐ Finition branchement
- ☒ Pression statique : 5 bars

ASSAINISSEMENT

- ☐ Assainissement autonome
- ☒ Branchement individuel sur réseau existant
- ☐ Extension du réseau existant
- ☐ Branchement individuel sur réseau à créer

DEFENSE INCENDIE

- ☒ Prendre contact avec les services de la Protection Civile pour avis.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.


Guy CURTCHET,
Chef de Secteur

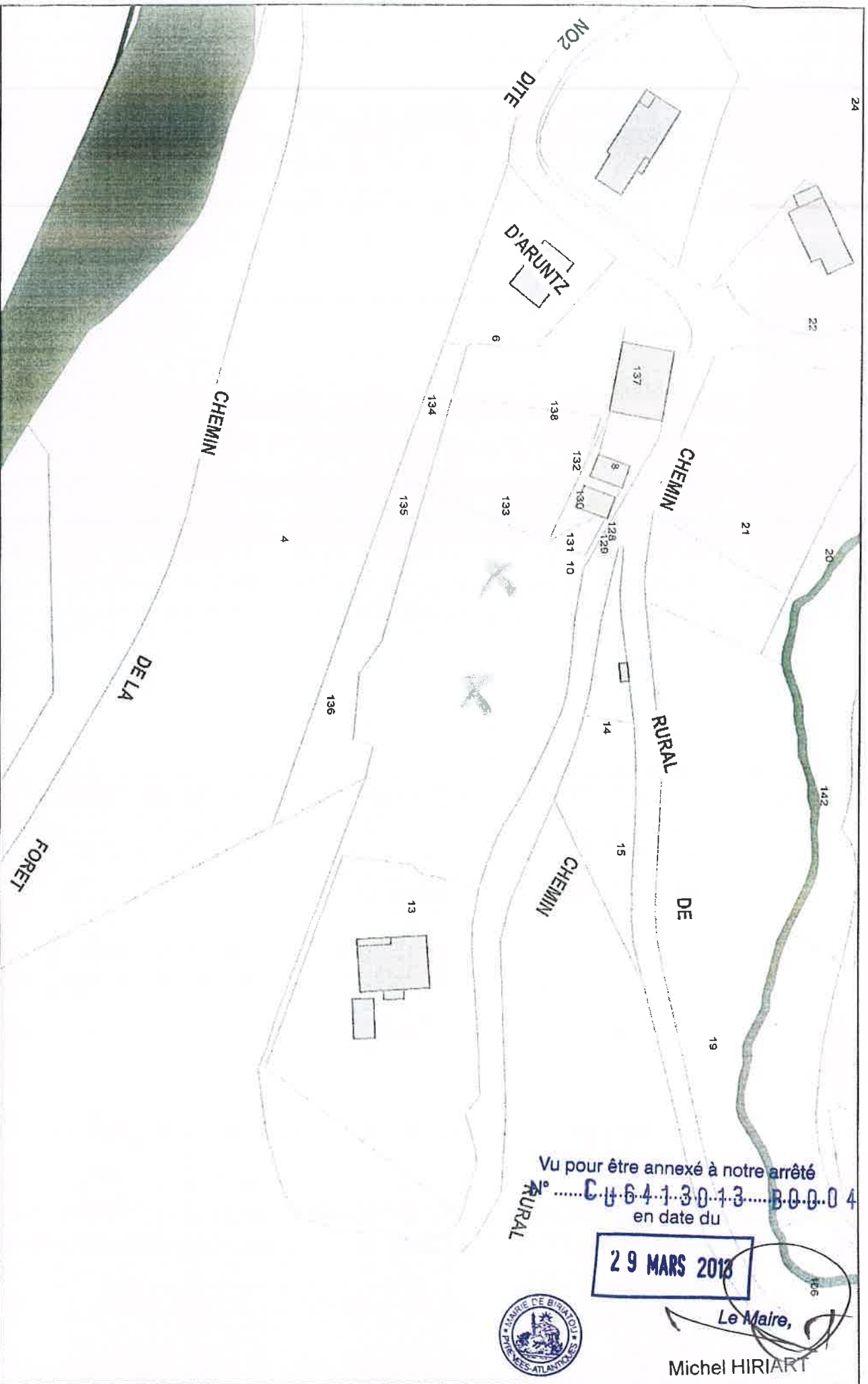
Vu pour être annexé à notre arrêté
N° C-08413013-B0004
en date du

29 MARS 2013



Le Maire
Michel HIRIART





Certificats Urbanisme-Pyrénées&Landes

A l'attention de Mr le Maire
Mairie de BIRIATOU
Place de l'Eglise
64700 BIRIATOU

Téléphone :
Télécopie :
Courriel : erdf-cuau-aqs@erdfdistribution.fr
Interlocuteur : SOGUERO Franck
Objet : **Réponse pour un certificat d'urbanisme opérationnel.**

BAYONNE, le 15/02/2013

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction du certificat d'urbanisme opérationnel CU06413013B0004 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : CHEMIN RURAL DU CHATEAU
64700 BIRIATOU

Référence cadastrale : Section AE , Parcelle n° 158

Nom du demandeur : MONEDERO ISABELLE

Dans le cadre de l'instruction d'un certificat d'urbanisme opérationnel, ERDF indique « l'état des équipements publics existants ou prévus », selon l'article L410-1 alinéa b du Code de l'Urbanisme.

Pour répondre à votre demande, nous avons bien noté que l'opération prévoit d'alimenter une installation dont la puissance ne relève pas d'un branchement pour un particulier (donc d'une puissance supérieure à 12 kVA monophasé ou 36 kVA triphasé ou d'un ensemble de plusieurs lots).

Dans ce cas, l'étude électrique sera réalisée lors de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme ou de la demande de raccordement.

Pour autant, nous estimons que la distance entre le réseau existant et la parcelle permet un raccordement au réseau public de distribution d'électricité avec un ou plusieurs branchements conformes à la norme NF C 14-100. Dans ces conditions, aucune contribution financière¹ n'est due par la commune.

Lors de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme une étude électrique sera réalisée. Si des travaux d'extension de capacité du réseau s'avèrent nécessaires, le syndicat d'énergie des Pyrénées Atlantiques pourra vous demander une contribution.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Franck SOGUERO
Votre conseiller

CU 6413013 B0004
pour être annexé à notre arrêté
N°

en date du

29 MARS 2013



ERDF-DirRAC-DOC-CU2.1bis V1

Michel HIRIART

¹ Cette contribution financière est définie à l'article L342-11 du code de l'énergie

Commune(s):
BIRIATOU

Référence:
CU06413013B0004

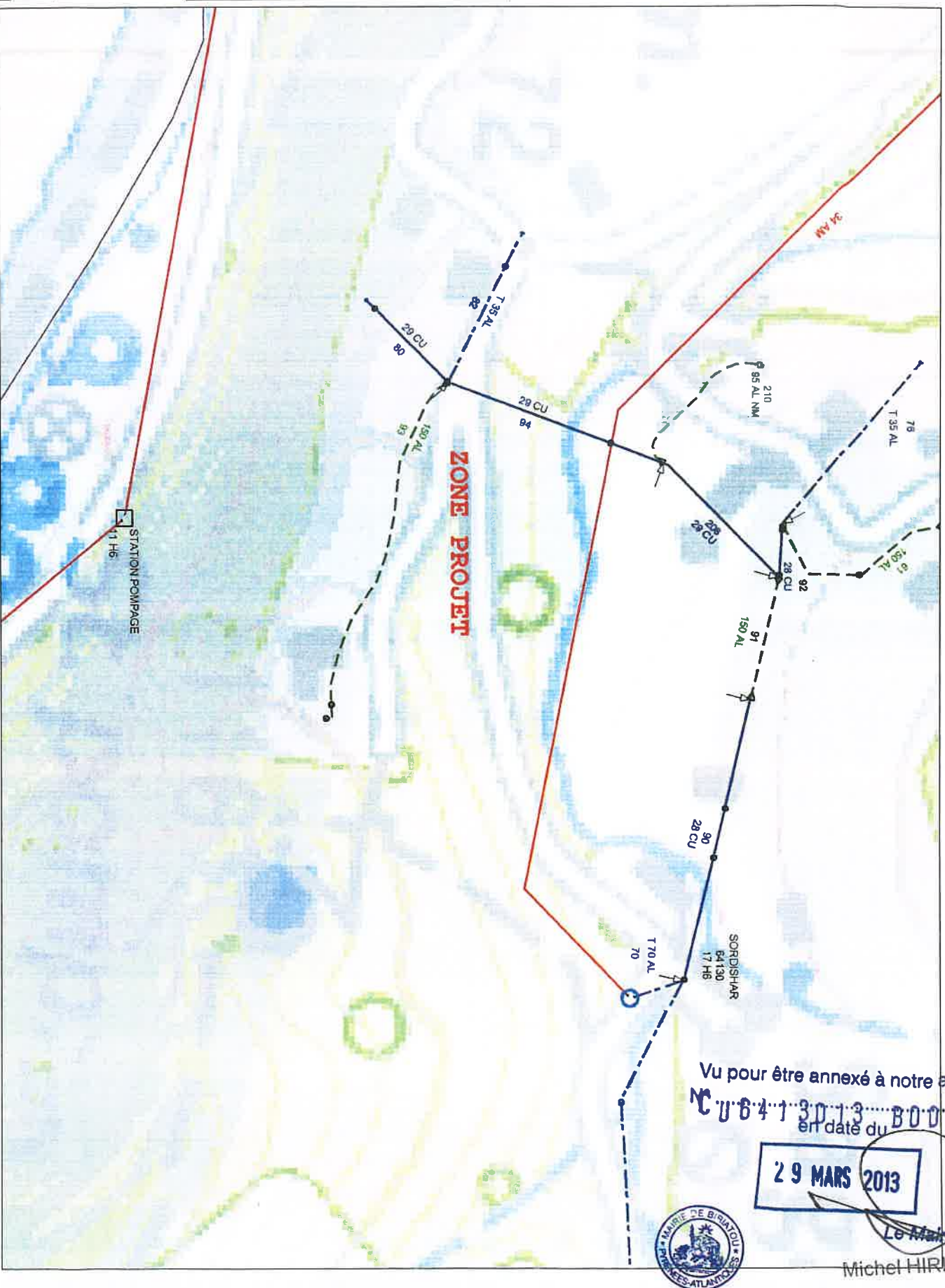
Client: MONEDERO

Echelle : 1:2000



Légende :

| | Affaires étrangères | Trompou HTA |
|------------------------|------------------------------|-------------|
| Cable souterrain | IACH | |
| LAT | IAT | |
| ADA | IAD | |
| IACI | IAC | |
| Dépenseur non mécanisé | S | |
| Secteur | Affaires étrangères | Trompou BT |
| Changement de section | Passe soustraie | |
| Castes défectives | Affaires étrangères | |
| | Produit HTA | |
| | Régulation | |
| | DR - Abonné | |
| | Poste HTA - Abonné | |
| | DR - Producteur HTA - Abonné | |



Vu pour être annexé à notre arrêté

N° 06413013... B0004...
en date du

29 MARS 2013

~~Le Maire~~

Michel HIRIART

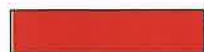
PLAN DE SITUATION

D'UNE PARCELLE DE TERRAIN
APPARTENANT A GAINEKO LANDA

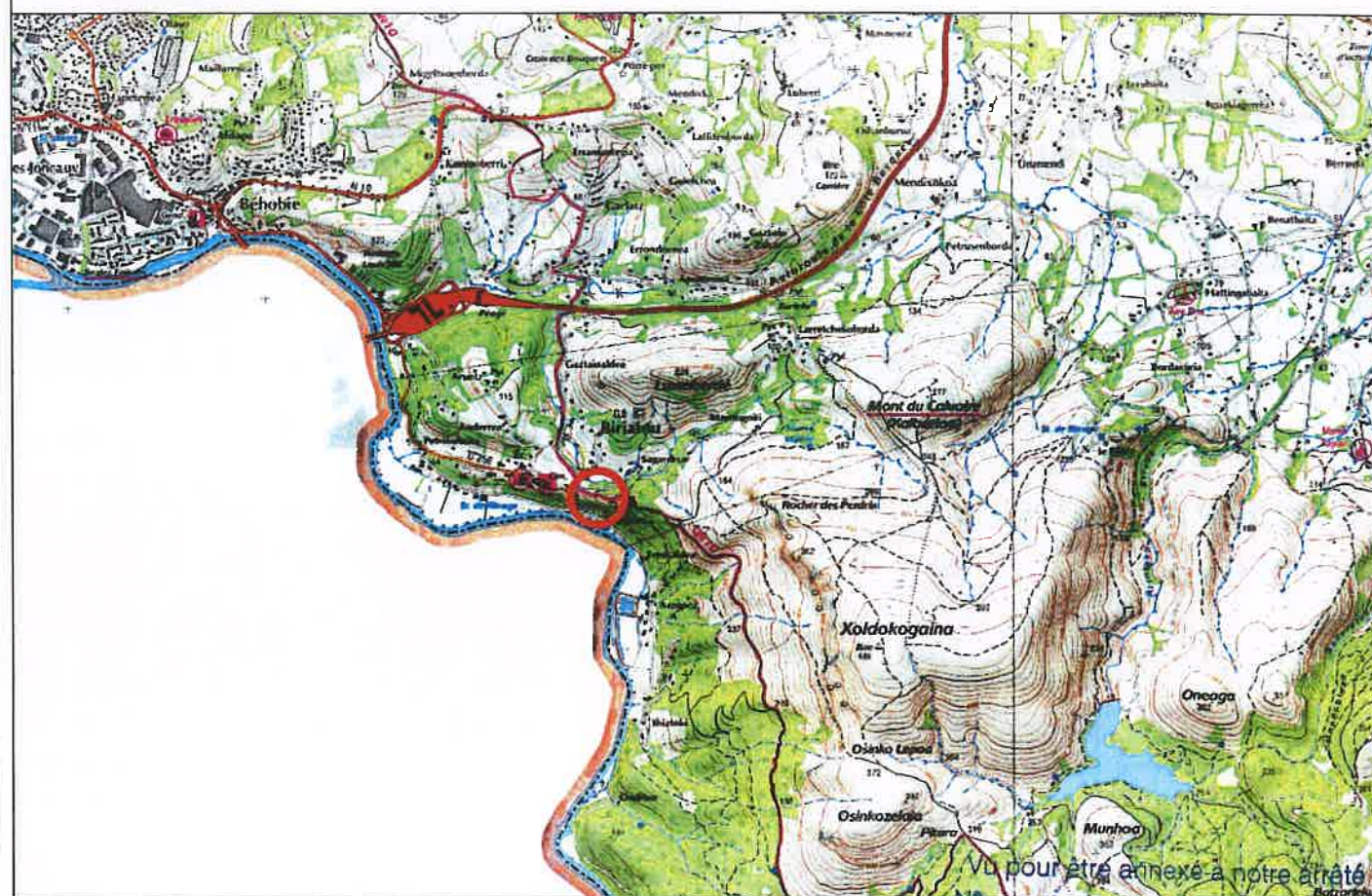
ARRIVE LE

16 JAN. 2013

MAIRIE DE BIRIATOU



Propriété GAINEKO LANDA



Vu pour être annexé à notre arrêté
N° 6413013 B0004
en date du



29 MARS 2013

S.A.R.L. ELGORRIAGA - MONEDERO Cabinet de Géomètre-Expert foncier DPLG

Expert judiciaire près la Cour d'Appel de Pau

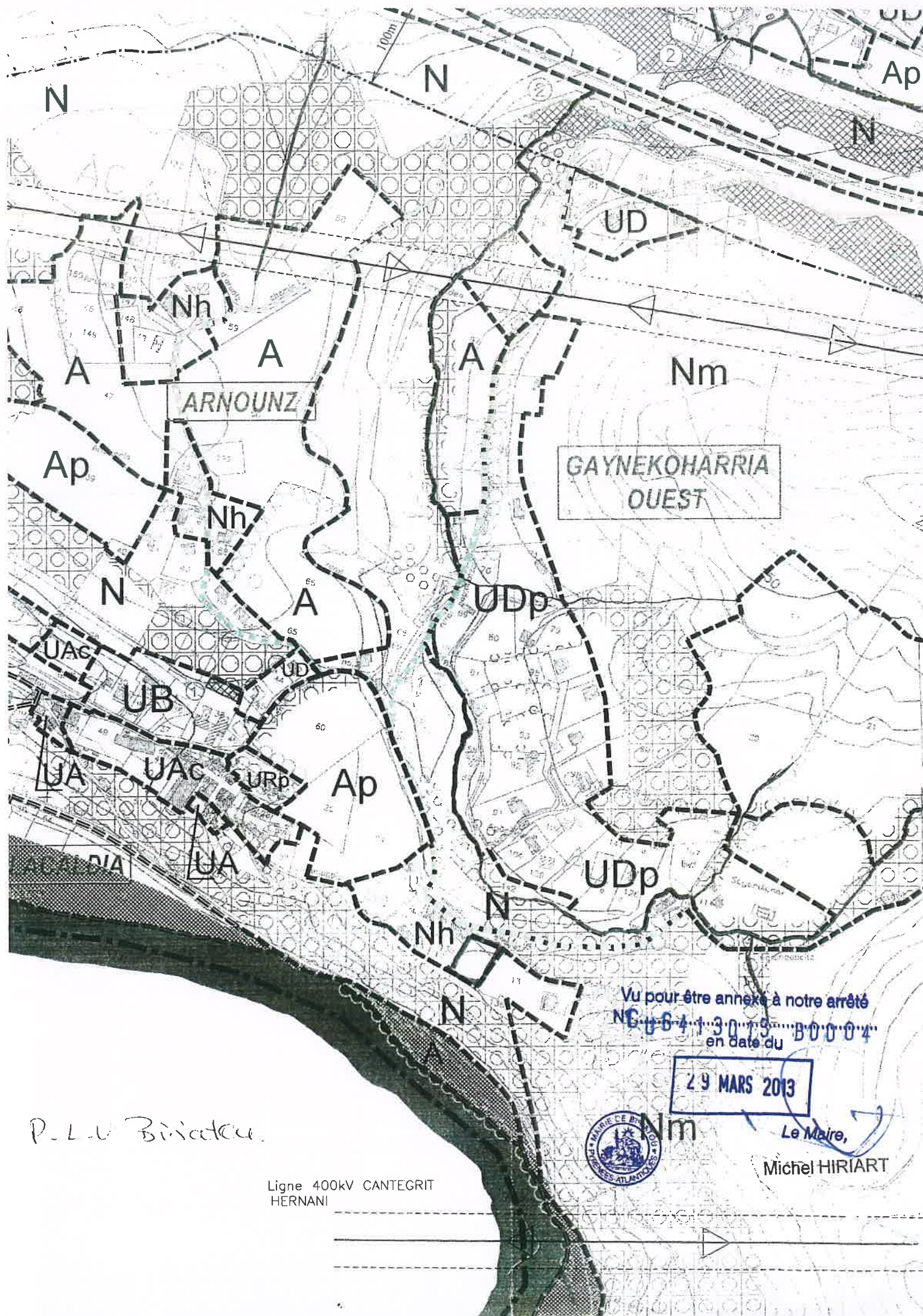
24, Rue Salagoity 64500 Saint Jean de Luz Tél : 05-59-51-85-75 Fax : 05-59-51-85-77

Mail : isabelle.monedero@geometre-expert.fr



Le Maire,

Michel HIRIART



P.L.U. Bricatou.

Ligne 400kV CANTEGRIT
HERNANI

Vu pour être annexé à notre arrêté
N° 6413019
en date du 29 MARS 2013

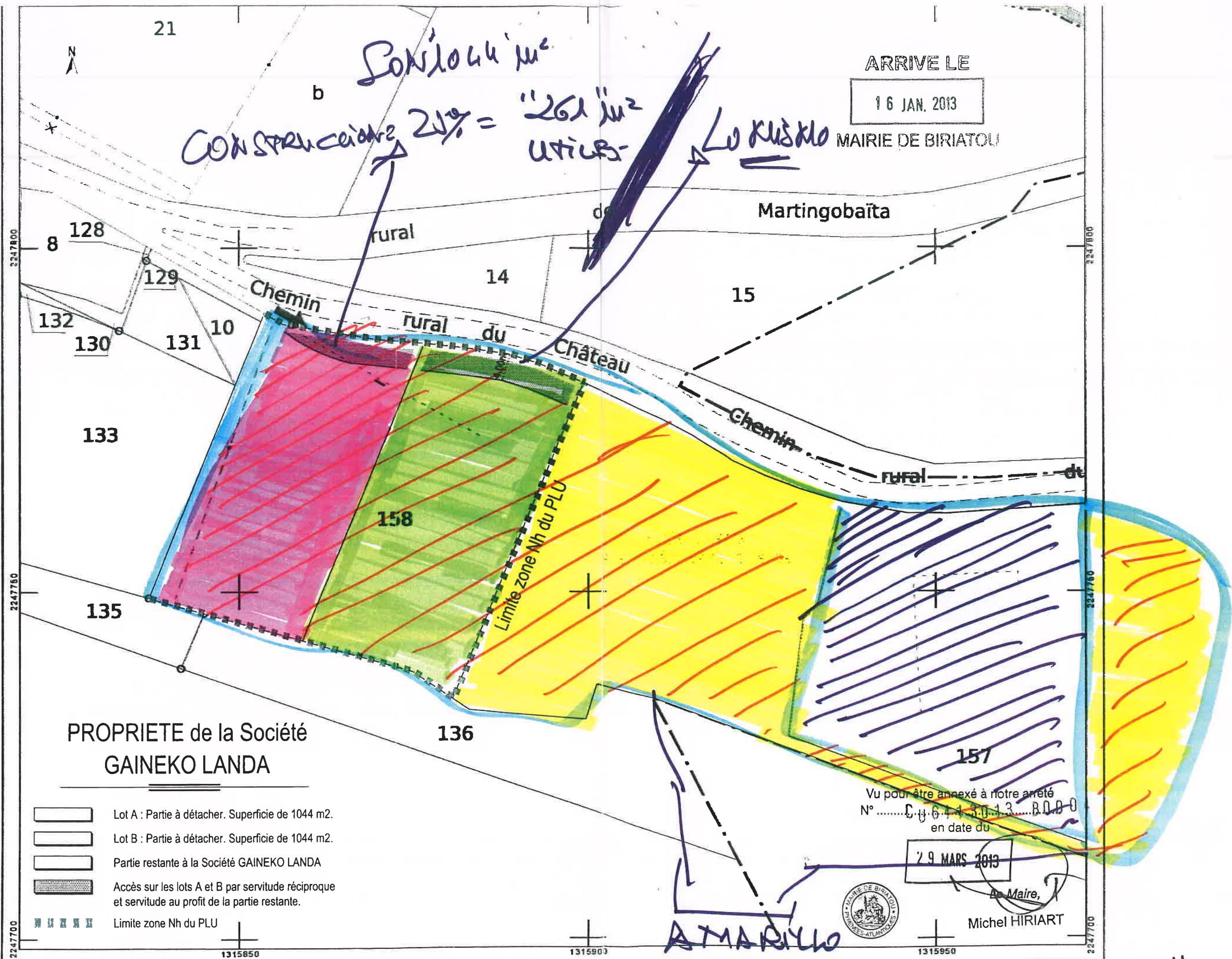


Le Maire,

Michel HIRIART

[illegible]

| PROPRIETES NON BATIES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | LIVRE FONCIER | |
|----------------------------|---------|----------------|---------|-----------------------|--------|-------|-----|----------|--------|------------|--------------------|------------------|-------|----------------|-----------------|-------|----|---------|---------------|--|
| DESIGNATION DES PROPRIETES | | | | | | | | | | EVALUATION | | | | | | | | | | |
| AN | SECTION | N° PLAN VOIRIE | ADRESSE | CODE PARC RIVOLI PRIM | N° | S | SUF | GR/SS GR | CLASSE | NAT CULT | CONTENANCE HA A CA | REVENU CADASTRAL | COLL | NAT AN EXO RET | FRACTION RC EXO | % EXO | TC | Feuille | | |
| | AE 158 | | MENDIA | B066 | 0013 | 1 | A | | AG | 02 | | 50 00 | 35,48 | | | | | | | |
| | | | | | 0 EUR | R EXO | | | 0 EUR | | | R EXO | | | 0 EUR | | | | | |
| | | | | | 35 EUR | COM | | | DEP | | | R | | | MAJ TC | | | 0 EUR | | |
| | | | | | | R IMP | | | R IMP | | | 35 EUR | | | R IMP | | | 35 EUR | | |
| | | | | | | R IMP | | | R IMP | | | R IMP | | | MAJ TC | | | | | |
| | | | | | | R IMP | | | R IMP | | | R IMP | | | MAJ TC | | | | | |



NO CE PUEDE CONSTRUIR → "2.912" m²

DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
INFORMATISÉ

Département :
PYRENEES ATLANTIQUES

Commune :
BIRIATOU

Section : AE
Feuille : 000 AE 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 14/01/2013
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le
centre des impôts foncier suivant :
BAYONNE
11 Rue Vauban BP 11 64109
64109 BAYONNE CEDEX
tél. 05.59.44.66.54 - fax 05.59.44.66.21
cdif.bayonne@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2012 Ministère de l'Économie et des finances

